

Cette sale guerre contre des peuples n'est pas la nôtre. Refusons de la payer !

Cela fait maintenant plus d'un mois que les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive contre l'Iran. Ils y ont mené plus de 1 500 bombardements, causant près de 2 000 morts, 25 000 blessés et 3 millions de déplacés à l'intérieur du pays. L'intensification de la guerre menée par Israël au Liban a fait elle aussi des milliers de morts et plus de 500 000 réfugiés, ayant fui le Sud-Liban que l'armée israélienne s'apprête à occuper durablement. Sous prétexte de sécurité et de lutte contre des dictatures, les dirigeants impérialistes sèment la guerre, la dévastation et la mort au Moyen-Orient. Les véritables raisons, leur droit au pillage des ressources à coups de talon de fer sur les peuples, apparaissent au vu et au su de tous.

L'impérialisme français lui aussi fauteur de guerre

Le gouvernement français implique la France dans cette guerre. Par les paroles et par les actes. Macron a tout de suite légitimé les bombardements américains et israéliens sur l'Iran, désignant la République islamique comme responsable. Une dictature que la population iranienne contestait encore il y a quelques semaines, avant de recevoir des bombes, et que Trump pourrait finalement choisir de laisser au pouvoir.

Actuellement, l'armée française participe aux opérations : tous les jours des avions Rafale s'envolent pour abattre drones et missiles iraniens. Le porte-avions Charles de Gaulle a été envoyé dans la région et plus d'un millier de soldats français y sont déployés, entre Abou Dabi, l'Irak et Djibouti.

Partout, les peuples paient le coût du militarisme

Au Moyen-Orient, ce sont des milliers de morts et de blessés. En Europe ou aux États-Unis, c'est le niveau de vie de la population qui va être durement impacté. Le budget d'austérité imposé à coup de 49.3 visait déjà à nous imposer bien des sacrifices, pour les plus grands profits des grandes entreprises, en premier lieu des patrons de l'armement. Autant d'argent pris sur la santé, sur l'éducation, sur tout ce qui nous est utile, pour privilégier des milliards d'euros de subventions aux patrons et la hausse des dépenses militaires. Et voilà que Lecornu annonce une rallonge de 8,5 milliards d'euros, sur les 16 milliards déjà prévus, pour la loi de programmation militaire 2016-2030... pour acheter encore plus de munitions ! Et il n'y

aurait pas d'argent magique ? Les Dassault et autres marchands de mort se frottent les mains.

Chaque missile tiré coûte un million l'unité, un million également pour chaque journée d'opération du Charles de Gaulle et 20 000 euros l'heure de vol du Rafale.

À nous de rendre coup pour coup !

Non seulement on nous présente l'addition pour payer tout cet arsenal, mais on subit l'explosion du prix du pétrole et du gaz, et ses répercussions sur les prix en général. Aux États-Unis, une troisième édition des manifestations « No King » (pas de roi) contre Trump a rassemblé des millions d'Américains dénonçant sa politique meurtrière contre l'immigration, mais aussi la guerre au Moyen-Orient et ses conséquences sur le coût de la vie.

En France également, c'est dans la rue et dans les luttes qu'il faudra s'opposer à la guerre et mettre en avant nos propres intérêts de travailleurs et de travailleuses : de l'argent pour les services publics, pas pour l'armée, des hausses des salaires et des pensions de retraite pour faire face à l'inflation galopante. Suite aux luttes menées depuis plusieurs semaines par profs, parents et lycéens dans la région de Marseille, une journée de grève dans l'Éducation nationale aura lieu mardi 31 mars contre les suppressions de postes et d'heures de cours prévues par le gouvernement. Face à un système capitaliste qui a pour seul moteur l'exploitation et la guerre, organisons-nous.

L'usine du futur

Au TCB le macadam a été refait devant l'ingénierie et les rails qui restaient ont été enlevés. Par contre à l'atelier Sud, on déménage des équipes sur du sol pourri avec des trous et des rails comblés à la va-vite. C'est ça "l'usine du futur" : une belle vitrine avec des coulisses dégueulasses pour ceux qui y bossent.

Permis piéton

Dans "l'usine du futur" on a toujours des idées révolutionnaires. Maintenant à chaque passage clouté un "stop piéton" avec une ligne continue a été marqué au sol. Si on le grille on aura une amende ?

C'est du propre

La semaine dernière le Directeur Industriel du Matériel est venu visiter le technicentre. Comme pour chaque visite d'un pont, la direction a organisé un grand nettoyage dans l'usine. Pour les 364 autres jours de l'année, on garde la saleté et la poussière dans laquelle on est obligé de bosser.

Non au licenciement de notre collègue

Jeudi dernier, un collègue agent d'escale TGV est passé en conseil de discipline à Paris. La direction lui reproche un écart sécurité ponctuel. Sur tout le territoire, la direction multiplie les procédures disciplinaires et les licenciements parfois pour des écarts dérisoires. L'objectif est clair : instaurer un climat de peur et mettre la pression à tous les agents. En même temps que le conseil de discipline, une centaine de cheminots s'est rassemblée pour exprimer leur soutien au collègue. Contre une direction qui veut nous faire courber l'échine, construire la solidarité entre travailleurs est la voie à suivre.

Allocation de solidarité unifiée : les plus précaires risquent d'être pénalisés

Le gouvernement veut créer une « allocation de solidarité unifiée » fusionnant le Revenu de solidarité active (RSA), l'Aide personnalisée au logement (APL) et la prime d'activité. Présentée comme un outil de simplification et d'« incitation au travail », la réforme est dénoncée par les associations de solidarité et les acteurs du logement. En effet, selon l'étude d'impact, parmi les 10 % des ménages les plus pauvres 21 % perdraient environ 40 euros par mois avec cette nouvelle allocation. Au début de son premier quinquennat, Macron avait déjà tenté de faire passer la pilule sous le nom d'un « revenu universel d'activité » qui avait été finalement abandonné. Il revient aujourd'hui à la charge avec le même objectif : faire payer les plus pauvres.

Comment le méga-yacht de Bernard Arnault échappe à l'impôt

Bernard Arnault, le milliardaire et patron du groupe de luxe LVMH, vient de s'offrir un imposant navire de plaisance. Ce méga-yacht, de 143 mètres de long, d'un coût estimé à 550 millions d'euros et construit par le chantier naval néerlandais Feadship à Royal Van Lent, a été acquis par l'intermédiaire d'une société immatriculée à... Malte. Ce qui permettra à Arnault, septième fortune mondiale avec un patrimoine estimé à 150 milliards d'euros, de n'acquitter aucun impôt sur ce bijou de luxe. En présentant son budget 2026, Sébastien Lecornu avait promis de lutter contre la « sur-optimisation » fiscale des grandes fortunes. Une promesse qui ne trompe que ceux qui y croient.

Liban : l'armée israélienne cible humanitaires et journalistes

Alors que les combats au sol entre Israël et le Hezbollah se poursuivent dans plusieurs localités frontalières, l'armée israélienne s'est acharnée dans la nuit de vendredi à samedi sur des secouristes dans le sud du pays, en tuant au moins sept d'entre et faisant des dizaines de blessés dans leurs rangs. Dans le même temps, à Jezzine, un drone israélien a visé une voiture de la presse assassinant les journalistes Ali Choeib d'al-Manar et Fatima Ftouni, le frère de cette dernière, un vidéaste, et une quatrième personne. En fait l'armée sioniste répète au Liban ce qu'elle a déjà fait en Cisjordanie et à Gaza : cibler les journalistes et les humanitaires en affirmant, après coup, qu'il s'agissait de « terroristes » sans apporter la moindre preuve à ces affirmations. La barbarie à l'état pur...

Les dépenses militaires des membres de l'Otan bondissent

Selon un rapport de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) les dépenses militaires des 32 pays membres sont en hausse de 20 % en un an. Toutes dépassent désormais le seuil de 2 % du PIB fixé en 2014 pour 2024. Depuis, cette « Sainte-Alliance » militaire des pays capitalistes occidentaux a relevé son ambition à 3,5 % d'ici 2035, objectif fixé l'an dernier. Des sommes colossales qui sont dépensées aux dépens des besoins essentiels des populations et qui, via les guerres, mènent l'humanité droit dans le mur.